

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Régimes, partis politiques, idéologies (France) > **Une première mise en context historique des résultats du second tour des (...)**

Une première mise en context historique des résultats du second tour des élections législatives

dimanche 25 juin 2017, par [MARTELLI Roger](#) (Date de rédaction antérieure : 19 juin 2017).

Emmanuel Macron a donc sa majorité, moins large qu'annoncée. L'opposition est en miettes. La gauche est à reconstruire. Quant au nouveau président, il n'est pas au bout de ses peines. Sa légitimité est bien fragile, quand elle repose sur un socle citoyen si ténu...

Sommaire

- [Crise politique, crise démocratique](#)
- [L'illusion du centre](#)
- [Les résultats du PCF et de \(...\)](#)
- [Gauche : la fin d'un long \(...\)](#)

Crise politique, crise démocratique

Une part réduite de l'électorat a conduit à une majorité parlementaire absolue.

Les majorités à l'Assemblée depuis 1958		
	Majorité	Nombre de députés
1958	381	570
1962	323	482
1967	283	486
1968	387	487
1973	302	490
1978	277	491
1981	329	491
1986	286	577
1988	275	575
1993	472	577
1997	319	577
2002	394	577
2007	343	577
2012	328	577
2017	340	577

Le second tour a donc modulé les résultats du premier. Plusieurs sondages enregistraient qu'une majorité des personnes interrogées ne souhaitait pas que le Président élu s'appuie sur une majorité à sa botte dans la future Assemblée. La tactique d'En marche qui pouvait s'avérer ravageuse - je mobilise les électeurs de droite pour éliminer la gauche ; je mobilise la gauche pour éliminer la

droite - a de fait moyennement fonctionné.

Les électeurs de gauche et de droite ne se sont pas mobilisés en faveur de Macron. Au plus grand bonheur des équipes locales qui ne voyaient pas d'un bon œil la Macronie débarquer localement. Anne Hidalgo pourrait en témoigner ! Les Français ont ainsi moins voté en faveur de la République en marche que ne le laissaient entendre les augures de l'entre-deux-tours. Mais, avec un tiers des suffrages au premier tour, le nouveau Président a sa majorité (la sixième en importance depuis 1958). Toutefois, ladite majorité a ses limites.

L'abstention au second tour des élections législatives (1958-2017)

Année	Abstention
1958	23,7
1962	28
1967	20,2
1968	22,2
1973	18,2
1978	15,1
1981	25
1988	30,1
1993	32,5
1997	29
2002	39,7
2007	40
2012	44,6
2017	57,4

Quand près de 60% des électeurs s'abstiennent de voter à l'occasion d'un tour jugé décisif, cela signifie que la politique est en crise et que la démocratie est malade. Tous les indices, abstention structurelle, discrédit des partis, méfiance à l'égard des élus, indiquent que nous sommes au point où les institutions politiques perdent leur sens dans l'esprit du plus grand nombre.

Comment en serait-il autrement ? Les candidats promettent et les gouvernants ne font pas, quand ils ne font pas le contraire de ce pour quoi ils ont été désignés. Les partis politiques semblent devenus des conservateurs frileux de positions de pouvoir acquises, sans projet clair et distinct. L'esprit public est miné, conjointement, par la valorisation de la fortune, par la corruption et par le retrait de l'État. La gauche et la droite se confondent dans l'exercice du pouvoir. Quant aux institutions, elles fonctionnent à la « gouvernance ». Les choix du suffrage universel ne sont dès lors respectés que lorsqu'ils coïncident avec les convictions des élites. La citoyenneté est rabougrie et la politique semble inutile. Les valeurs qu'elle doit porter par principe cèdent en permanence à des contraintes, presque toujours économiques, dont la légitimité ne se prête à aucune contestation.

Si l'on ne s'arrache pas à cette crise, la base même de toute démocratie sera menacée. Le mécontentement et l'inquiétude ne déboucheront pas sur l'action collective concertée, mais sur le ressentiment, l'amertume et la haine. La combativité laissera la place à la stigmatisation des boucs émissaires, aux flambées de violence suivies par la résignation. À ce jeu, où la force reste toujours aux dominants en dernière instance, l'émancipation ne peut rien gagner.

Se sortir de ce cycle délétère est une nécessité désormais vitale. Ce n'est pas affaire de simples mots, de mises en scènes et de formules toutes faites. La politique ne vit pas sans espérance, affective certes, mais rationnelle et concrète. Elle n'a jamais été aussi dynamique que quand elle pouvait reposer sur des controverses claires, portant en général sur les projets que l'on entend

mettre au cœur de la vie commune. En abdiquant cette mission, au profit d'une gestion technocratique de l'immédiat, la politique a perdu de son sens pour des millions d'individus. Rien n'est plus fondamental que de reconstruire ce sens.

L'illusion du centre

Résultats du premier tour des élections législatives sous la Ve République de 1988 à 2017

	1988	1993	1997	2002	2007	2012	2017
Assemblée (L des socialistes)	22,8	21,3	18,8	30	18,7	18,7	20,1
Union pour la France (L des socialistes)	2	2,1	1,8	1,4	1,8	1,8	1
Union française	-	-	2,8	4	3,2	3,3	2,2
PCF et FDS	18,2	21,8	22,8	30	21,4	22,8	18,1
Force nouvelle	-	-	-	-	-	-	-
PS - MRSE, US	15,7	15,4	18,8	18,5	28,8	28	27,4
Union gauchiste	8,7	7,4	-	-	5,4	5,4	5,8
Écologistes	-	-	-	-	-	2	1,1
Divex	-	8,1	0	8,8	-	8,3	8,7
Républicain en marche	-	-	-	-	-	-	-
Droite sans grand (UMP, UDR, MoDem)	33,3	20	23,7	28,8	28,8	19,8	20,4
Droite sans grand (UMP, LR)	25,5	20,4	21,1	28	24,8	20,8	21,2
Divex droite	-	-	-	-	-	4,3	1,3
Détachés droite	2,8	8,8	8,8	8,1	8,8	8,8	8,3
Total Gauche + Écologistes	41,8	41,8	41,8	41,8	41,8	41,8	41,8
Total Gauche + Écologistes	-	-	-	-	-	52,2	48,7
Total droite républicaine	58,8	58,4	58,8	58,7	48,7	48,7	48,8
Total droite =	58,8	58,2	58,4	58,9	54,2	47,3	49,2

	1988	1993	1997	2002	2007	2012	2017
Assemblée (L des socialistes)	27,5	23,9	20,7	31,8	24,9	24,8	41,3
Union pour la France (L des socialistes)	3,8	1,4	2,7	2,3	1,8	1,1	5,4
Union française	-	-	-	-	-	-	-
PCF et FDS	1,5	6,4	1,8	2,8	2,8	3,4	1
Force nouvelle	0,7	11,2	8,1	8,8	4,8	4,3	2,8
PS - MRSE, US	21,8	27,8	19	25,3	28,7	28,1	21,2
Union gauchiste	1,2	-	1,1	2,6	2,3	2	2,8
Écologistes	1,2	8,4	17,1	1	5,7	4,1	8,8
Divex	8,1	8,1	8,8	1,2	2,7	2,4	2,2
Républicain en marche	-	-	-	-	-	-	-
Droite sans grand (UMP, UDR, MoDem)	18,8	28,1	14,4	5,3	7,8	5,8	7,4
Droite sans grand (UMP, LR)	41,8	18,2	18,8	13,4	23,2	28,9	27,3
Divex droite	2,7	2,8	4,2	8,3	4,8	4	3,1
Détachés droite	18,1	8,8	18,4	12,7	8,7	14,2	13,8
Total Gauche + Écologistes	44	48,1	31	48,3	38,3	38,7	42,3
Total Gauche + Écologistes	41,8	48,4	42,1	47,3	41,2	39	47,8
Total droite républicaine	54,8	49,3	64,1	38,2	41,4	33,2	38,2
Total droite =	54,8	52,4	57	51,6	56,1	57,8	53,8

La tentation du centre est une constante de l'histoire française, née au XIX^e siècle du double refus des sociétés d'Ancien régime et de la voie révolutionnaire. Au départ, elle a partie liée avec le libéralisme politique. Mais, par peur des révolutions, celui-là s'est très tôt effacé devant la pente conservatrice. Comme le libéralisme politique, en France, le centre a été un mythe agissant davantage qu'une réalité bien installée. En général, le recours au centre apparaît quand la droite ou la gauche se trouvent en difficulté. En dehors de ces moments, il est réduit à la portion congrue.

Sous la Quatrième République, au temps de la guerre froide, l'opposition radicale des communistes et des gaullistes, aux deux bouts de l'échiquier politique, semblait justifier la constitution de majorités parlementaires de « Troisième force » regroupant une partie de la droite (les « républicains populaires ») et une partie de la gauche (les socialistes et les radicaux). Instable, la formule fut continûment victime de sa fragilité et elle périt, en même temps qu'une République assimilée à l'instabilité gouvernementale et à la compromission des partis.

La V^e République, par la vertu de son principe majoritaire, revigora le dualisme de la gauche et de la droite. Mais la tentation centriste persista, dès l'instant où la droite comme la gauche au pouvoir donnaient l'apparence de la fragilité. Au milieu des années soixante, la montée des oppositions au gaullisme relança un centrisme politique, comme une alternative possible au gaullisme historique. Il prit alors la forme « américaine » du Centre démocrate de Jean Lecanuet, puis d'une UDF qui, avec Valéry Giscard d'Estaing, se voulut se substituer au gaullisme au travers de l'ambition de rassembler « deux Français sur trois ».

À la fin des années 1980, constatant le déclin accéléré du PCF, François Mitterrand tenta de se conforter, au travers d'une opération de séduction en direction du centre, lors de la campagne pour sa réélection en 1988. La formule lui permit de remporter l'élection présidentielle, mais fut repoussée par l'électorat de gauche aux législatives qui suivirent. À droite comme à gauche, le centrisme parut ainsi voué à un rang modeste, variable au gré des circonstances, mais toujours subordonné : François Bayrou a été le symbole de cette place en demi-teintes.

Le fait nouveau est que la droite et la gauche à vocation gouvernementale se trouvent en même

temps dans l'œil du cyclone, épuisées par des gestions qui manifestent l'impuissance du politique plus que son utilité. Tandis que, dans les périodes précédentes, la droite et la gauche bénéficiaient alternativement des déboires du camp opposé, elles se trouvent l'une et l'autre incapables de le faire. Désormais, c'est la pertinence même de leur contraste qui se trouve en question. Dans la perspective de la présidentielle, Alain Juppé espérait s'appuyer sur ce marasme pour relancer une voie centriste classique, dans l'esprit des tentatives précédentes. Les électeurs de la primaire à droite en ont décidé autrement. La droite a payé cher cette témérité.

La voie était donc libre pour un centrisme d'apparence plus à gauche, sur le modèle du parti démocrate « clintonien » ou du démocratisme à l'italienne d'un Matteo Renzi. Emmanuel Macron s'est engouffré dans la brèche, avec son curieux mouvement, à la fois attrape-tout et élitiste, fondé sur une « société civile » qui, dans l'esprit dominant de l'Union européenne, se confond avec les sommets de la vie économique, des réseaux communicants et du pouvoir administratif. Or ni la droite classique ni le socialisme en crise profonde ne se sont avérés en état de le contrer. La présidentielle, puis les deux tours des législatives ont entériné le rapport des forces réel : l'option réputée « centriste » l'a emportée par défaut.

Mais une victoire par défaut peut très bien se transformer en hégémonie plus pérenne. Il ne faut donc pas sous-estimer le phénomène macronien dans sa globalité, quand bien même sa « technicité » proprement politique s'avère encore limitée. Celui qui l'a rendue possible ne manque pas de réflexion et de détermination. Il tentera de donner du corps à l'option qu'il a imposée, en l'installant en force politique cohérente. L'ampleur de la crise du socialisme et de la droite héritée du gaullisme laisseront d'autant plus de champ à ses efforts que les notions de gauche et de droite ont perdu une grande part de leur sens dans les représentations communes.

Le résultat du premier tour des législatives dit de façon spectaculaire le double recul que nourrit cette perte de sens. Le total de la gauche et des écologistes a atteint son niveau le plus bas (23.9% des exprimés) depuis la Libération. Quant à la droite, elle enregistre son plus mauvais score depuis le début de la V^e République.

Les résultats du PCF et de la France insoumise

Les candidats du PCF et de la France insoumise s'en sortent plutôt bien. Ils étaient 78 à avoir franchi le seuil du premier tour ; ils sont 27 à avoir été élus au second et ils ont tout de même engrangé 6% des suffrages au plan national. Sur les circonscriptions où ils étaient présents, ils obtiennent une moyenne appréciable de 47,1% des suffrages exprimés.

La France insoumise obtient des scores qui vont de 64,2% (2^e circonscription du Nord) à 33,9% (3^e du Morbihan). Elle rate la qualification de peu (moins de 2%) dans 5 circonscriptions et obtient au total 17 députés. Elle s'empare de 15 sièges détenus par des socialistes, dont ceux de Bruno Leroux (Eric Coquerel), d'Élisabeth Guigou (Bastien Lachaud), de Claude Bartolone (Sabine Rubin), de Daniel Hanotin (Stéphane Peu), de Razzy Hammadi (Alexis Corbière) et de Daniel Vaillant (Danielle Obono). Elle s'installe solidement en Seine-Saint-Denis (5 sièges, dont celui de Clémentine Autain, plus celui du communiste Stéphane Peu), dans le Nord (2 circonscriptions) et dans les deux circonscriptions de l'Ariège. Jean-Luc Mélenchon lui permet de reprendre pied dans les Bouches-du-Rhône. Elle récupère le siège de Noël Mamère en Gironde. Dans le Val-de-Marne, elle s'empare de la 10^e circonscription, que le MRC Jean-Luc Laurent avait ravi aux communistes en 2012 (Ivry-Gentilly). Elle parvient ainsi à concrétiser l'implantation solide qu'avaient révélée la présidentielle et le premier tour des législatives.

Le PCF, quant à lui, fait quasiment carton plein : il a 10 élus sur les 12 qui se présentaient

officiellement sous son étiquette, tandis que deux autres (Bénédicte Taurine dans l'Ariège et Stéphane Peu en Seine-Saint-Denis), élus sous étiquette FI, sont membres du PC. Ces élections de 2017 sont ainsi paradoxales pour les communistes. En 2012, alors que le Front de gauche obtenait 2,5% de plus que le seul PC en 2007, les communistes avaient perdu la moitié de leurs députés (8 sur 15). En 2017, avec seulement 2,7% au premier tour, les communistes renforcent leur présence à l'Assemblée.

Il perd certes au second tour le siège de Nicolas Sansu dans le Cher, mais conserve les sièges convoités d'Alain Bocquet et de Jean-Jacques Candelier dans le Nord. En Seine-Maritime, il ravit trois sièges au PS et, autour du maire de Dieppe, Sébastien Jumel, s'affirme comme la force départementale d'opposition à la République en marche du Premier ministre. Avec près de deux tiers des suffrages exprimés, André Chassaigne s'impose à nouveau et confirme la solide implantation du PC dans le département du Puy de Dôme, malgré la contestation vive de FI. Quant à Elsa Faucillon, à Gennevilliers-Colombes, en s'emparant du siège du socialiste Alexis Bachelay, elle compense, pour les Hauts-de-Seine, la perte de Nanterre, fruit de la division entre partisans de Jean-Luc Mélenchon.

Le PC profite ainsi du coup de fouet de la présidentielle, qui a redonné des couleurs aux zones de force qui furent les siennes autrefois et qui n'avaient cessé de se rétracter jusqu'en 2012. Mais, s'il conforte sa place dans le Puy-de-Dôme et surtout en Seine-Maritime, il doit désormais compter avec la concurrence de FI dans ses anciennes terres d'élection du Nord, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne.

Gauche : la fin d'un long cycle

Avec ses 72 députés, la gauche se trouve au plus bas niveau de son histoire. Le tableau ci-dessous montre l'évolution des votes socialistes et communistes, depuis que les socialistes se sont réunifiés en 1905. Du parti de Jean Jaurès et de Jules Guesde jusqu'à aujourd'hui, tout laisse entendre que la boucle est bouclée.

Résultats du premier tour des élections législatives sous la IV ^e République de 1956 à 2017										
	1956	1958	1962	1967	1969	1973	1978	1981	1985	1988
Assemblée (V. des socialistes)	22,8	21,3	18,8	20	18,7	18,7	18,7	20,1		
Union (V. des socialistes)	2	2,1	1,8	1,4	1,8	1,8	1			
Union gauche	-	-	2,2	4	3,2	3,3	1,2			
PCF et FOG	18,2	21,9	20,8	20	21,4	20,8	18,5			
Force communiste										
PS - MDS, US	15,7	12,4	10,8	10,5	10,8	10	10,4			
Droite gauchiste	8,2	7,4	-	-	8,4	7,4	8,8			
Écologistes	-	-	-	-	-	-	2	1,5		
Union	-	8,1	0	8,5	-	8,3	8,1			
République en marche										
Droite non grand, UDF, UDR, MRP	33,3	23	23,7	20,8	20,8	19,8	19,8	20,4		
Droite grand, UDF, UDR, LR	26,6	30,4	30,1	30	29,8	29,8	29,2			
Union droite	-	-	-	-	-	-	4,3	1,8		
Union droite	2,8	0,8	0,8	0,1	0,8	0,8	0,3			
Tout communiste	41,8	41,8	41,8	41,8	41,8	41,8	41,8			
Tout socialistes + écolos	51,8	51,4	51,8	51,7	51,7	51,7	51,7			
Tout socialistes + écolos	51,8	51,4	51,8	51,7	51,7	51,7	51,7			
Tout socialistes + écolos	51,8	51,4	51,8	51,7	51,7	51,7	51,7			

Résultats du premier tour des élections législatives sous la V ^e République de 1988 à 2017										
	1988	1993	1997	2002	2007	2012	2017			
Assemblée (V. des socialistes)	21,5	21,5	20,7	21,8	24,8	24,8	40,3			
Union (V. des socialistes)	1,4	1,4	1,7	1,4	1,1	0,8	0,8			
Union gauche	1,2	0,4	1,8	2,8	2,8	3,4	1			
PCF et FOG	6,7	11,2	6,1	6,8	4,8	4,3	7,1			
Force communiste										
PS - MDS, US	21,8	27,8	19	20,3	20,7	20,1	21,2			
Droite gauchiste	1,2	-	1,1	2,6	2,3	2	2,8			
Écologistes	1,2	8,4	17,1	1	5,7	4,1	5,8			
Union	0,1	0,1	0,8	1,2	2,7	2,4	2,7			
République en marche										
Droite non grand, UDF, UDR, MRP	18,8	20,1	14,4	5,3	7,8	5,8	7,7			
Droite grand, UDF, UDR, LR	41,8	38,2	38,8	33,2	33,2	33,2	33,2			
Droite droite	2,7	2,8	4,2	8,3	4,8	0	3,1			
Union droite	10,1	8,8	10,8	10,4	10,7	4,7	14,8			
Tout communiste	41	41,1	41	41,3	41,3	41,3	41,3			
Tout socialistes + écolos	46,6	46,4	46,1	47,3	47,3	47,3	47,3			
Tout socialistes + écolos	46,6	46,4	46,1	47,3	47,3	47,3	47,3			
Tout socialistes + écolos	46,6	46,4	46,1	47,3	47,3	47,3	47,3			

Quand se constitue le Parti socialiste unifié, au début du XX^e siècle, la première consultation électorale le place à 10% des suffrages exprimés et il envoie 54 députés à la Chambre. Au premier tour des législatives de 2017, le Parti communiste et le Parti socialiste regroupent à eux deux 10,2% des suffrages et leur représentation parlementaire est de 40 députés.

Communistes et socialistes ont structuré la gauche française du XX^e siècle, atteignant à eux seuls la

majorité absolue en 1945 et en 1981. Selon les moments, la dominante est revenue au PCF (1945-1978) ou au PS (1924-1936, 1978-2012). Mais, depuis que le Parti radical a passé la main, en 1936, toutes les formations en dehors des communistes et des socialistes ont été vouées à jouer les utilités.

Pendant un temps, l'affaiblissement du PCF, amorcé dans les années 1970, a été compensé par l'hégémonie écrasante du PS. Mais cette situation tenait à la capacité, pour le PS, à concilier un langage resté marqué par les valeurs historiques du socialisme et une gestion de plus en plus alignée sur les canons du libéralisme dominant. Dès l'instant où cette alchimie instable n'a plus été opérationnelle et que les socialistes se sont sentis tenus de choisir entre des options contradictoires, les deux déclin, celui du PCF et celui du PS, se sont conjugués, au lieu de s'équilibrer.

Ce retour au niveau de 1906 est symbolique : il suggère que la gauche est arrivée à la fin d'un vaste cycle. Le premier, amorcé en 1789 et parachevé au début du siècle par l'hégémonie du radicalisme, était construit autour de l'exigence démocratique (l'égalité en droit) et stimulait la formation d'un « bloc jacobin », rassemblant les couches populaires rurales et urbaines autour des « classes moyennes ». Le second cycle, ouvert dans l'entre-deux-guerres, a articulé l'expansion du monde ouvrier et l'affirmation d'une gauche plus « sociale », centrée sur l'égalité des conditions et l'affirmation d'un État régulateur et redistributeur. Dans ce cycle, le monde ouvrier urbain a acquis, notamment par l'intermédiaire de l'action communiste, une place affirmée, ce qui a permis d'articuler gauche sociale et gauche bien à gauche pendant quelques décennies.

La fin des années 1970 et le glissement de dominante en faveur du socialisme a commencé à défaire le lien de la gauche et du mouvement social. La confusion de la fibre sociale et de la propension étatiste (qui a caractérisé longtemps la lecture « soviétique » de la régulation sociale) a poussé une part de la gauche à chercher un nouvel équilibre. La « seconde gauche » a donc remplacé le modèle traditionnel du socialisme et du communisme par la juxtaposition de l'alignement sur les critères libéraux et d'une attention prioritaire aux questions « sociétales ». La déconnexion du social et du politique qui en résulte constitue alors le socle du désamour qui sépare progressivement les catégories populaires de la gauche politique. L'affaiblissement continu du PC - resté longtemps le parti ouvrier par excellence - accentue le phénomène dans les années 1980-1990, vouant les espaces ouvriers à l'abstention et, pour la part la plus déstabilisée, à l'évolution vers le Front national.

Quand s'amorce, autour de 1993, un regain du « mouvement social » et de la gauche critique, il ne débouche pas sur une restructuration globale. Le « social » et le « sociétal » se développent parallèlement et ne convergent que rarement. Quant à la gauche critique, le retrait persistant du PC la voue à une certaine marginalité politique, que ne rompent pas plus la courte percée de l'extrême gauche entre 1998 et 2002, que la force du « non » de gauche au projet de traité constitutionnel européen en 2005.

Les élections de 2017 marquent donc une rupture décisive. Le PS d'Épinay a manifestement clos la longue phase qui, de 1971 à aujourd'hui, l'a vu prendre le pas sur le PC, conquérir le pouvoir, hésiter sur son orientation et s'engluer dans le « hollandisme ». Les adhérents socialistes diront, dans les mois qui viennent, comment ils envisagent l'avenir du socialisme français. De leur côté, les militants communistes feront le bilan d'une période bien heurtée. En attendant, la faiblesse simultanée du PS et du PC nous dit ainsi que la gauche a achevé, tout à la fois, son cycle « démocratique » et son cycle « social-ouvrier ». Dans la forme qui a été la sienne au XX^e siècle, autour du couple PC-PS, elle est désormais épuisée. Reste à dire si cet épuisement est celui seulement d'une forme, ou s'il renvoie à des réalités plus structurelles encore.

Roger Martelli, 19 juin 2017

(Pour la suite de l'analyse, voir ESSF (article 41359), [France insoumise, PCF - Réflexions stratégiques sur l'après législatives](#))

P.-S.

* « Législatives, second tour : premiers regards » :

<http://www.regards.fr/qui-veut-la-peau-de-roger-martelli/article/legislatives-second-tour-premiers-regards>